

ASSEMBLEE PLENIERE

Vendredi 21 octobre 2022

Chers collègues,

Avant de débiter cette assemblée, je souhaite que nous prenions un moment pour rendre hommage à Marie-Louise Fort, décédée brusquement le 24 septembre dernier.

Marie-Louise Fort, c'est une vie au service de l'intérêt général, une vie consacrée à défendre le département de l'Yonne, et tout particulièrement sa ville de Sens.

Maire de Sens, présidente du Grand Sénonais, vice-présidente du Conseil régional de Bourgogne, députée..., c'est avec le même sens de l'engagement et le même souci de proximité que Marie-Louise Fort a mené tous ces engagements de sa vie politique.

A la Région, c'est sur la formation professionnelle qu'elle s'est impliquée avec conviction ; au Parlement, je relève son combat contre l'inceste, illustré par une proposition de loi en 2009, où elle obtient une véritable reconnaissance juridique et une meilleure prise en compte des victimes.

Au-delà de nos différences partisans, j'ai toujours eu beaucoup de plaisir à travailler avec Marie-Louise Fort, et j'ai apprécié sa grande connaissance du territoire, mais aussi son courage et sa détermination pour porter les dossiers auxquels elle croyait.

Au nom du Conseil régional, j'adresse à sa famille et à ses proches nos condoléances les plus sincères.

Je vous invite à nous recueillir un instant en sa mémoire.

Avant de démarrer mon propos liminaire je voudrais aussi saluer l'investissement qui a été celui du Préfet SUDRY à la préfecture de région qui vient de nous quitter et souhaiter bien sûr la bienvenue à son successeur, le Préfet ROBINE.

Chers collègues,

Quand, il y a deux ans, nous sortions du choc du Covid et envisagions l'avenir, nous ne pensions pas à la succession des crises que nous allions subir : crise des matières premières et des composants bloquant notre industrie, puis crise climatique de plus en plus aiguë contribuant à ouvrir les yeux des plus dubitatifs de nos concitoyens, puis crise de l'énergie, tout cela sur fond de vies humaines broyées par la guerre en Ukraine, c'est-à-dire aux portes de l'Union européenne, sans parler de la crise démocratique de plus en plus patente, avec son cortège d'abstentions et de poussées des extrêmes, et en couronnement, l'arrivée au pouvoir en Italie d'un parti se réclamant du néo-fascisme. Non vraiment, il était impossible, il y a deux ans, de seulement imaginer toutes ces turbulences.

Peu de raisons d'espérer, donc. Sauf à se dire que la prise de conscience de notre fragilité peut jouer un rôle de déclencheur et d'accélérateur des indispensables transitions dans nos sociétés. Car nous avons, manifestement, vécu à la fois au-dessus de nos ressources et dans une inconscience alimentée par la disparition des guerres sur notre sol. La guerre est désormais aux portes de l'Europe, ses conséquences s'ajoutent aux enjeux déjà majeurs qui percutent notre société sur les dimensions écologique, sociale et économique. Personne n'est épargné par les augmentations des prix de l'énergie et par l'inflation. Les ménages les plus précaires sont malheureusement les plus touchés. Aussi veillerons-nous à conserver nos mesures d'aide au pouvoir d'achat : gratuité des transports scolaires, gratuité des équipements dans les lycées..., abonnement TER à bas tarif..., bus à 1,50 €... Pour pallier l'augmentation du coût des produits dans les cantines, nous avons fait un double choix :

- d'abord, étendre nos tarifs sociaux à d'autres catégories que les familles boursières : 3 000 nouvelles familles seront concernées ;
- et aussi ne répercuter sur les usagers que la moitié de cette augmentation, le reste étant pris en charge par notre collectivité.

Le monde économique est, lui aussi, violemment percuté par les hausses des coûts de l'énergie, qui sont parfois passés de 3 à 10 pour beaucoup d'entre eux.

J'avais eu l'occasion d'alerter le ministre de l'Industrie ainsi que Bercy dès la fin de l'été, afin que le bouclier énergétique pour les entreprises les plus consommatrices d'énergie soit rendu plus accessible. Nous, de notre côté, sommes vigilants à être aux côtés des entreprises qui décarbonent leurs process.

Mais face à cette actualité inédite, c'est bien l'Europe qui doit être à la manœuvre, afin que la concurrence entre pays européens ne s'avive pas, comme la décision récente du Chancelier allemand d'une intervention massive auprès des entreprises de son pays peut malheureusement le laisser craindre.

Et puis, plus localement, je suis toujours persuadée que la somme des gestes vertueux du quotidien pour économiser l'énergie est un rempart sérieux. Dans notre collectivité, cela passera par des propositions alimentant le dialogue social et sur lesquelles nous nous pencherons lors de notre assemblée plénière de décembre : augmentation du forfait de télétravail, optimisation des locaux à chauffer, baisse à 19 °C de la température au sein de nos locaux, réduction des déplacements..., et nous invitons tous les lycées à mettre en place leur propre plan de sobriété énergétique.

Il y a un an, nous avons fait de la question de la transition écologique la priorité de notre plan de mandat. Nous l'avons rappelé il y a six mois en adoptant notre stratégie permettant à toutes nos politiques d'être des leviers de la lutte contre le dérèglement climatique.

L'explosion des dépenses engendrées par l'inflation actuelle (nous en sommes à plus 145 M€ en nous projetant sur 2023) va forcément ralentir nos ambitions, mais la trajectoire est à tenir coûte que coûte : sobriété énergétique, lutte contre la précarité des ménages, efficacité énergétique, développement des énergies renouvelables... Nous avons les leviers pour tout ça. Il nous faudra vraisemblablement aller moins vite. Mais il va falloir, surtout, peser avec l'Etat sur la SNCF car la facture énergétique de nos TER est tout simplement intenable : elle se chiffre à 90 M€ entre maintenant et les projections pour 2023.

C'est un mur infranchissable sans une négociation à laquelle nous convions l'Etat ! C'est ce que demande l'ensemble des Régions. Pas plus tard qu'hier, le président de la Région Grand-Est, Jean Rottner, alertait sur le risque de voir des réductions d'offres TER du fait de ce contexte... Et s'il m'est impossible aujourd'hui d'être catégorique sur ce sujet, nous ne pourrions sans doute pas faire l'économie d'un débat autour de l'offre ou de la tarification pour passer le cap.

Face à cette hausse du coût énergétique, je ne peux que saluer l'amendement intégré par le Gouvernement à la première partie du projet de loi de finances, qui permet que 50 % des dépenses d'énergie soient absorbés par l'Etat quand les collectivités connaissent de très fortes dégradations de leurs ratios. Mais dans ce contexte si tendu, on ne sauvera les meubles, si je peux dire, qu'en faisant bouger la SNCF.

Je fais un petit cavalier sur les trains : on assiste à une augmentation forte du nombre d'usagers dans certains de nos TER, qui se retrouvent de fait surchargés. Et le mécontentement est là, patent, devant cette saturation de notre réseau. Et je le dis : le monde ferroviaire ne peut pas faire preuve d'autant de réactivité que d'autres... Entre la commande d'un train et sa mise en service, il faut non seulement investir 13 M€, mais il faut aussi attendre quatre ans... A nous, donc, de pallier l'urgence en travaillant des formules d'abonnement peut-être encore plus adaptées, et aussi pourquoi pas en incitant les voyageurs à la responsabilité – puisque, lorsqu'un TGV est plein, je n'ai pas l'impression que quiconque soit choqué.

J'en profite quand même pour dire que si autant de voyageurs se ruent vers le train, certes, le problème de carburant est largement responsable, mais aussi, nos TER sont très compétitifs par rapport à la voiture, c'est évident. Nous n'avons pas à rougir, notamment, de notre gamme tarifaire, qui, je le rappelle, permet en bonus aux abonnés de circuler gratuitement sur tout le réseau les week-ends et jours fériés.

Au-delà de ces éléments, c'est dès aujourd'hui et dès notre décision budgétaire modificative que les conséquences des coûts énergétiques se font sentir, avec des inscriptions supplémentaires pour nos TER, avec 25 M€ de provisions, mais aussi des crédits supplémentaires pour couvrir la hausse des matières premières. C'est dès aujourd'hui que nous prenons en compte cette réalité dans le rapport que nous vous présenterons sur les crédits de fonctionnement affectés de nos lycées, en augmentation de 16 % par rapport à l'an dernier...

Alors, en face de cette explosion des dépenses, certains mettront en avant qu'il y a aussi la hausse des recettes. Que la fraction de TVA que nous recevons augmente parce que l'activité économique est encore bonne. Que l'inflation l'alimente. Certains y verront peut-être même un signe de « bonne santé » mais franchement, soyons sérieux ! Quand on met face à face les 31 millions d'euros de recettes supplémentaires que nous inscrivons et nos prévisions du coût des conséquences de cette crise, on voit bien de quel côté penche la balance. Alors la préparation de notre budget pour 2023 sera particulièrement complexe, il nous faudra faire des choix d'économies. Mais on est là au cœur de la responsabilité politique, l'exercice du choix. Et ce qui nous guidera sera, comme je l'ai dit, le souci de la transition énergétique et écologique, et le souci de la solidarité.

Alors dans cet automne d'inquiétudes touchant tous les pans de notre société, je veux relever ce que l'actualité a dégagé, ces derniers jours, un vrai motif de fierté pour notre Région : l'excellence de notre recherche universitaire à laquelle fut confronté M. Bruno BONNELL, secrétaire général pour l'investissement, ambassadeur du plan France 2030. Ce plan représente une très belle opportunité pour nos laboratoires, nos chercheurs, nos écosystèmes branchés sur l'innovation. Un PIA 4 territorialisé, cofinancé Etat-Région à hauteur de 42 M€ et, de façon générale, les appels à projets qui seront lancés par l'Etat, tout cela ciblera les meilleurs talents de nos laboratoires pour engager les ruptures technologiques nécessaires à l'industrie de demain.

Le programme France 2030 est conséquent : je ne sais pas si la France a déjà eu un programme aussi ambitieux pour son industrie : hydrogène, biothérapies, décarbonation, véhicule électrique ou encore alimentation saine et durable : notre Région en coche quasiment toutes les cases. C'est ce que Bruno BONNELL a pu découvrir lors de sa venue de 2 jours à Dijon puis à Besançon. Le passage en revue de tous les projets portés tant sur l'agroalimentaire que sur l'hydrogène ou les biothérapies fut extrêmement dense et étoffé.

Nous avons même pu avoir la primeur de l'annonce par l'EFS national de sa volonté d'implanter, dans notre région, à Besançon, un centre de bioproduction pour passer du stade de la recherche à celui de la fabrication des biomédicaments. Nous sommes là au cœur d'un écosystème qui est le futur de notre médecine, avec des perspectives très encourageantes notamment pour le traitement des cancers.

Nous sommes manifestement très bien placés pour nous hisser à une place très compétitive, aussi est-il urgent et indispensable que cessent les problèmes très territoriaux de gouvernance qui alimentent la chronique universitaire depuis de trop nombreux mois. Une médiation sera mise en place, au ministère, sur l'initiative de M. BONNELL. Je pèserai de tout mon poids pour qu'elle réussisse et que nous puissions trouver l'apaisement après les turbulences. Parallèlement, j'ai écrit à Mme RETAILLEAU, ministre de l'Enseignement supérieur, afin que nous ne perdions pas le projet Harmi, sous la coordination d'un chercheur de l'INRAE Dijon, sur la thématique ô combien stratégique de l'agro-écologie. Ce sont 14 M€ qui sont aujourd'hui bloqués ! Sans parler de tous les autres projets du PIA qui craignent pour leur maintien.

Je ne peux donc pas imaginer que la raison ne finisse pas par l'emporter au sein de la communauté universitaire. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, c'est vers le terrain qu'il faut tourner son regard : les chercheurs, les étudiants n'ont pas de difficultés à travailler ensemble entre les différents sites, ils le font naturellement, avec un réel enrichissement mutuel. J'en veux pour preuve le marathon d'innovation santé Hacking-Health, qui s'est tenu récemment autour de projets de recherche en matière de santé, avec des équipes d'étudiants mixtes. Une belle démonstration, donc, que le travail en commun est source d'efficacité et de réussite.

Un autre sujet avance, dans notre Région et c'est un sujet de très grande préoccupation : celui de la filière automobile. J'entends les discours enflammés depuis le Mondial de l'automobile autour du moteur électrique, je n'oublie pas qu'il y aura, demain, 2 fois moins de salariés, peut-être même 3 fois moins, travaillant aux moteurs électriques par rapport aux moteurs thermiques. Nous devons anticiper ces énormes restructurations qui nous attendent, nous ne devons pas être pris de cours. C'est ce que nous faisons avec la force d'intervention autour de la mutation des métiers de l'automobile en lien avec l'Etat :

- 101 entreprises ont été visitées sur les 300 que nous nous étions fixées, 23 aides ont été attribuées et 4 entreprises sont déjà retenues sur l'appel à projets de France 2030.
- Dans le cadre de la feuille de route régionale, qui vise à consolider les entreprises du secteur, 15 entreprises ont été aidées cette année, pour un montant global de 2,3 M€.
- Enfin, le dispositif Choc Industriel se déploie également, dans l'Yonne et dans le Haut Jura, avec 50 projets d'investissements d'entreprises identifiés.

Une crise chassant l'autre, n'oublions pas, les considérables difficultés qui se sont abattues cet été sur nos exploitations agricoles et nos forêts, du fait de la canicule et de la sécheresse. Eleveurs n'ayant plus de fourrage à donner à leurs bêtes et puisant dans leurs stocks d'hiver, maraîchers en manque d'eau, arbres massivement scolytés, massifs dépéris et accroissement des risques d'incendies : la nécessité de l'adaptation au dérèglement climatique s'impose partout. Cela va engendrer des ruptures dans les modes d'élevage et de production agricoles notamment, mais ne peut se faire que progressivement. La politique d'audits que nous avons initiée afin d'aider les agriculteurs à se poser les bonnes questions pour ne pas aller dans le mur, s'accompagne d'une évolution certaine des pratiques et nous soutenons cela. Mais l'inquiétude est néanmoins patente et la question de la relève par les jeunes générations devient critique.

D'où l'importance des travaux que nous menons, dans le cadre de la nouvelle génération des fonds FEADER, avec la profession agricole et les jeunes agriculteurs, puisqu'à partir de l'année prochaine, les Régions seront seules compétentes pour délivrer la Dotation aux Jeunes Agriculteurs (DJA). Dotation que nous avons voulue, en écho à notre souci de solidarité territoriale, différenciée selon les territoires, car les conditions d'installation d'un jeune dans la Nièvre ne sont pas les mêmes que dans le Haut-Jura ou le Haut Doubs.

En écho aux problèmes de ressources en eau de cet été sur les exploitations, nous proposons au vote de cette Assemblée un règlement d'intervention nouveau, permettant aux agriculteurs de ne pas attendre le lancement du futur FEADER, et de bénéficier dès maintenant d'une aide de 30 % pour des systèmes de récupération des eaux pluviales.

En écho à la crise que traverse actuellement notre agriculture, nous soutiendrons l'exercice de prospective agricole mené par la Chambre régionale d'agriculture pour plus de visibilité et d'anticipation.

Et, comme si la série des aléas naturels n'était pas suffisante, le loup s'est invité sur les alpages du Massif du Jura, tuant plus d'une vingtaine de génisses et de veaux. L'effroi est palpable chez les éleveurs, conscients par ailleurs des contraintes liées à la protection internationale du loup, mais désarmés pour adapter leurs élevages, notamment dans les espaces pastorés et des prébois du Haut-Doubs et du Haut-Jura. Il est évident que le Plan Loup, qui vise à concilier protection des troupeaux et protection du loup, n'a pas trouvé, sur nos territoires, des modalités adaptées de mise en œuvre.

Cette inadaptation avait déjà été relevée en Saône-et-Loire, où les conditions d'élevage n'ont rien à voir avec celles qui prévalent dans les grands espaces ovins du sud des Alpes ou des Pyrénées. Avec l'attaque de bovins au cœur des pâturages à comté, une autre étape est franchie, qui réclame innovation et bon sens. Nous avons, au sein de l'Agence Régionale de la Biodiversité, une représentation de toutes les parties concernées : notamment associations environnementales et agriculteurs. J'ai donc proposé à l'Etat que Région et Etat cofinancent des moyens dédiés à une expérimentation de protection.

Mais vite, il faut faire vite, très vite ! Le propre d'une expérimentation sera d'être évaluée pour que l'on en tire les conséquences pour l'avenir. Mais vite, parce que l'urgence est grande.

Etat Région, quelles que soient les évolutions politiques nationales, doivent rechercher selon moi les moyens de la complémentarité. Là aussi, c'est du bon sens, et c'est un gage d'efficacité car le principe même de la décentralisation est de permettre de pousser, au plus près du terrain, des initiatives qui peuvent fortement contribuer à dessiner des lignes d'avenir. Je réponds donc favorablement à l'espace de dialogue proposé dans ce sens par la Première Ministre à Vichy, lors du Congrès des Régions. Et je propose deux sujets sur lesquels notre Région a développé une expertise qui peut être utile à l'Etat

1^{er} sujet : la réforme de la voie professionnelle, sujet complexe et délicat quand on voit les crispations qui se font jour. Mais il y a quatre ans, nous avons empoigné ce sujet, afin d'ouvrir les jeunes des lycées professionnels à l'apprentissage : nous avons travaillé main dans la main avec les autorités académiques, nous avons beaucoup discuté avec le corps enseignant, avec les syndicats et peu à peu nous avons mis en place ce que nous appelons le « 2 + 1 » ou « 1+2 » : 2 années de formation classique, 1 année de formation en alternance avec l'entreprise pour obtenir le bac pro de 3 ans. Les retours sont bons, tant de la part des élèves que des entreprises. A ce jour, plus de 700 élèves se forment dans notre Région via ce système : c'est sept fois plus qu'au lancement de l'initiative, ça augmente régulièrement. A l'heure où le gouvernement cherche un nouveau modèle pour les lycées professionnels, nous montrons que des expériences concrètes de valorisation de la voie professionnelle et de lutte contre le décrochage existent bel et bien.

2^e sujet : la réhabilitation thermique des logements. Il n'y a pas de levier plus important vis-à-vis du pouvoir d'achat des ménages que celui-ci en Région. Combattre les passoires thermiques, c'est indispensable pour le climat, mais c'est aussi très important pour diminuer les charges de chauffage. C'est pourquoi j'ai fait de cet axe une priorité depuis que je suis Présidente de Région. C'est le dispositif EFFILOGIS.

Il s'est enrichi ensuite par la mise en place du service public de l'efficacité énergétique, garantissant à la fois un accompagnement global des ménages concernés depuis le conseil jusqu'à la réalisation des travaux au service d'objectifs exigeants, car il nous appartient de donner l'exemple, garantissant aussi la mise en place d'une caisse d'avance pour les ménages les plus précaires. Malheureusement, tout cela est balayé aujourd'hui par la mise en place du SARE, le Service de l'Etat pour l'accompagnement de la réhabilitation énergétique auquel j'avais applaudi des deux mains lors de son annonce ; mais les objectifs ont été revus à la baisse, les conseils déconnectés de l'accompagnement global, de nouvelles normes mettent à mal l'essentiel de ce que nous avons mis en place. Résultat : c'est simple, nous avons été contraints de suspendre nos audits et l'Etat n'a pas mis en place les siens. Donc au moment où il faut massivement pousser cette question de la réhabilitation thermique, il n'y a plus d'outil en place. Donc je propose à l'Etat qu'à la faveur d'une expérimentation, nous puissions relancer cette politique d'aide publique en nous appuyant sur nos propres outils qui avaient fait leurs preuves et en nous appuyant en même temps sur le SARE. Mais que le SARE nous laisse utiliser nos propres outils et on en fera l'évaluation. C'est le propre d'une expérimentation.

Alors je termine en vous indiquant une belle reconnaissance pour notre collectivité dans le cadre des prix Territoria, où nous avons été primés deux fois cette année :

- Avec un Territoria d'or dans la catégorie gouvernance, pour notre Pacte régional des territoires pour l'économie de proximité, initié au cours du mandat précédent en lien avec la crise sanitaire.
- Et un Territoria de bronze dans la catégorie mobilités pour Mobigo Covoiturage.

Merci aux services pour ces belles réussites, et aux collègues élus impliqués dans la définition de ces politiques publiques.